

LE MONDE – 21 MAGGIO 2026

## **C'est à l'Etat d'investir des plateformes Web saines afin d'y attirer le public, pas l'inverse**

*di Nicolas Hénin e Robin Berjon*

Les deux spécialistes des nouvelles technologies décrivent les limites du compte X French Response, piloté par le Quai d'Orsay pour contrer la désinformation sur ce réseau social

Emmanuel Macron, ciblé par une opération de désinformation étatique complexe avant même sa première élection, en 2017 [*près de 150 000 courriels et documents piratés à des personnalités proches d'En marche ! avaient été mis en ligne deux jours avant la présidentielle*], s'est montré déterminé tout au long de ses mandats à lutter contre les manipulations de l'information. Plusieurs ministères et administrations ont pour mission de s'en charger. Ils ont été dotés de moyens satisfaisants, permettant à la France d'afficher quelques belles réussites, tel Viginum, service chargé des ingérences numériques étrangères qui inspire des homologues à l'étranger, ou le plus discret mais tout aussi crucial Centre de coordination des crises cyber (C4).

Plus récemment, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères a créé un compte X qui a beaucoup fait parler de lui : French Response. Il s'agit d'élargir la grammaire diplomatique, d'ajouter le registre de la satire dans le champ des discours diplomatiques, d'ordinaire feutrés. Grâce à quelques saillies bien ciselées, ce compte a bénéficié d'une couverture de presse abondante et laudative, signe qu'il a répondu à des attentes et a trouvé son public. French Response est même peut-être dépassé par son succès ; on croit reconnaître sa patte derrière certains tweets d'autres représentations diplomatiques.

Toutefois, le modèle French Response commence à marquer le pas. On pourrait lui reprocher de ne pas en faire assez. Tant qu'à venir « troller » ses adversaires,

superdiffuseurs de désinformation, sur leur propre terrain, pourquoi ne pas assumer la démarche et la pousser au bout ? On aimerait voir un compte similaire sur VKontakte, le Facebook russe, qui vienne tancer sur leur terrain de jeu les propagandistes du Kremlin, ou un compte Truth Social qui tienne la dragée haute aux mensonges de Donald Trump...

Surtout, ce compte n'est qu'une réponse tactique, non stratégique. Il ne répond qu'à des questions de contenus, et non de canaux. Tant que la communication du gouvernement continuera de privilégier – et de légitimer – la plateforme X, qui assume ses interférences dans les processus politiques en France et en Europe, elle se condamne à continuer de devoir y répliquer à des mensonges dont elle contribue à la visibilité.

### **Réseaux décentralisés**

Que valent en effet tous les efforts de rectification de l'information tant que la communication gouvernementale demeure dépendante de plateformes, américaines ou chinoise, à forte curationalgorithmique, c'est-à-dire sur lesquelles ce n'est plus l'utilisateur qui décide ce qui s'affiche sur son écran ? C'est elle qui va choisir tantôt de pousser la visibilité d'un contenu, tantôt de réduire drastiquement celle d'un autre. Le compte French Response se félicite de ses bons scores ? Il suffit à Elon Musk de claquer des doigts pour le rendre invisible des utilisateurs, réduisant les efforts à néant. A cela s'ajoute une dépendance assumée à des opérateurs économiques extra-européens qui captent en masse nos données, construisent des écosystèmes fermés dont ils rendent les utilisateurs dépendants et incapables de sortir, et se livrent occasionnellement à des opérations d'ingérence (Facebook avec Cambridge Analytica, Twitter avec sa promotion d'alliés européens des MAGA, TikTok dont la manipulation a valu au premier tour de l'élection présidentielle roumaine de 2024 d'être annulé).

Récemment, le ministère de l'économie a annoncé, dans un louable effort de pédagogie et de bonne information du public, la création d'un service, « Bercy décode », dans lequel les commentateurs ont voulu voir une filiation avec French Response. Las. Le ministère, dont le ministre [*Roland Lescure*] est pourtant le seul

membre de l'actuel gouvernement à avoir quitté X avec fracas et qui défend la « *souveraineté numérique* » jusque dans son intitulé, ne fait usage, à part son site Web, que de réseaux sociaux extra-européens et à forte curation algorithmique pour porter ses messages.

D'autres canaux sont pourtant disponibles. Les réseaux libres et décentralisés ne sont pas que pour les geeks. Si l'environnement de Mastodon est peut-être un peu ardu pour l'utilisateur non averti, celui de Bluesky est conçu pour être parfaitement naturel à l'utilisateur habitué à X. Mieux : de nouveaux fournisseurs de services s'y créent, comme Eurosky, qui permettent un hébergement des données et, bientôt, une modération, en Europe, tout en interagissant avec le reste du réseau, partout dans le monde.

Lorsqu'on parle aux administrations de ces plateformes alternatives, elles répliquent parfois que l'ouverture de nouveaux canaux représenterait un investissement déraisonnable compte tenu de l'audience, encore faible, que l'on y trouve. Mais est-ce une raison pour baisser les bras ? Peut-on accepter de se laisser enfermer dans la question de l'œuf ou la poule ? La souveraineté numérique se construit par étapes et, si les institutions ne bougent pas, le public ne bougera pas non plus. C'est davantage à l'Etat d'investir des plateformes numériques saines et bien gouvernées afin d'y attirer le public qu'à ce public d'y aller en espérant que les communicants institutionnels finiront par évoluer.

Accessoirement, il y a un bonus dans les réseaux décentralisés : leur portabilité, à l'image de celle mise en œuvre dans la téléphonie mobile. A l'inverse des Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) qui enferment leurs utilisateurs dans un environnement propriétaire, la portabilité permet de déménager sans friction, sans rien perdre de ses contenus et de ses relations. Les données passent d'un réseau à un autre. En venant sur l'un de ces réseaux, il n'y aura plus jamais de « *démarrage à froid* », ce moment désagréable où l'on part d'une timeline vide, avec zéro abonné. C'est la dernière fois que l'on aura à reconstituer son réseau.

La communication numérique a acquis une place centrale dans nos démocraties, autant pour l'information des citoyens que dans les débats. Mettons-la à l'abri des

acteurs malveillants en la déplaçant sur des espaces bien gouvernés. Nous n'avons pas tant besoin de la réponse du berger à la bergère que de ne plus être traités comme des moutons par des plateformes mal tenues et prédatrices.

*Robin Berjon, expert en gouvernance des technologies, est vice-président de la Fondation Modal ; Nicolas Hénin, consultant et chercheur, est membre du projet (Mis)translating Deceit (université de Manchester)*